

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SG/7

12 décembre 1996

(96-5318)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

## OUVERTURE PAR LA COREE D'UNE PROCEDURE EN MATIERE DE SAUVEGARDE CONCERNANT CERTAINS PRODUITS LAITIERS

### Demande de consultations présentée par la Communauté européenne au titre de l'article 12:3 de l'Accord sur les sauvegardes

La Délégation permanente de la Commission européenne a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 11 décembre 1996.

#### Rappel des faits

Le 28 mai 1996, la Commission coréenne du commerce extérieur ("KTC") a ouvert une procédure en matière de sauvegarde concernant certains produits laitiers à base de lait en poudre (codes NC de la Corée 0404.90.0000 et 1901.90.0000) et a notifié l'ouverture de cette procédure au Comité des sauvegardes ("le Comité") le 11 juin 1996 (G/SG/N/6/KOR/2 du 1er juillet 1996).

La Communauté européenne a soulevé cette question à la réunion ordinaire du Comité du 25 octobre 1996, ainsi que dans le cadre de contacts bilatéraux avec le gouvernement coréen, afin d'exprimer sa grave préoccupation au sujet de cette procédure.

La Communauté européenne croit maintenant comprendre que la KTC a établi, le 23 octobre 1996, une détermination de l'existence d'un dommage et qu'elle pourrait proposer aux autorités coréennes compétentes d'adopter des mesures de sauvegarde concernant les produits mentionnés ci-dessus dans un avenir très proche.

#### Détermination de l'existence d'un dommage par la KTC

La Communauté européenne avait déjà exprimé à la Corée ses doutes devant l'absence de données sur lesquelles pourrait être fondée une évaluation de cette procédure. La notification de l'ouverture de la procédure ne contenait que des données sur une augmentation alléguée des importations dans l'absolu, et on pouvait se demander si ces données concernaient les produits faisant l'objet de la plainte ou une gamme plus large de produits laitiers. Aucun renseignement n'avait, à ce stade, été fourni au sujet d'autres facteurs pertinents en vue de la détermination de l'existence d'un dommage grave, ou du lien de causalité entre les importations et tout dommage allégué.

La Communauté européenne a reçu depuis lors d'autres renseignements dans une lettre que la KTC a adressée à la Commission européenne, ainsi que dans ce qui semble être un résumé de la détermination de l'existence d'un dommage établie par la KTC. Toutefois, même si ces renseignements devaient être pris à la lettre, on pouvait sérieusement se demander si, dans cette affaire, les conditions

./.

étaient réunies pour qu'il y ait une constatation de l'existence d'un dommage grave (et que soient adoptées ensuite des mesures de sauvegarde sur la base de cette constatation). En particulier:

- a) La KTC évoque un "rapport de substitution" entre les produits à base de lait en poudre importés et le produit d'origine nationale, mais aucune analyse n'a été fournie indiquant comment et pourquoi les produits importés sont directement concurrents des produits d'origine nationale, comme l'exige l'article 2 de l'Accord.
- b) Outre la nature très concise des renseignements fournis, qui amène à se demander si la situation de la branche de production nationale a été analysée avec le degré de précision prescrit par l'Accord, il apparaît qu'aucune analyse du tout n'a été faite pour déterminer s'il existe réellement un lien de causalité entre les importations et le dommage allégué. La Communauté européenne croit savoir que des craintes quant à l'innocuité du lait en poudre d'origine nationale semblent être à l'origine de l'augmentation des stocks de marchandises invendues et des pertes encourues par les producteurs coréens.

De plus, il convient de noter que, si la KTC a établi une détermination de l'existence d'un dommage, une telle constatation aurait dû être notifiée au Comité des sauvegardes conformément à l'article 12:1 b) de l'Accord sur les sauvegardes. A ce jour, aucune notification n'a été distribuée aux Membres de l'OMC.

#### Demande de consultations

Dans ces circonstances, la Communauté européenne est d'avis que la Corée ne devrait pas adopter de mesures de sauvegarde sur la base de la constatation de la KTC du 23 octobre, ou du moins pas avant d'avoir fourni des renseignements additionnels au Comité comme le prévoit l'article 12:2 de l'Accord.

En outre, si le gouvernement coréen projette d'adopter des mesures de sauvegarde, la Communauté européenne, ayant un intérêt substantiel en tant qu'exportateur des produits considérés, demande à avoir la possibilité de tenir des consultations avant l'adoption de ces mesures, en vue de réexaminer les renseignements fournis jusqu'à présent par le gouvernement coréen (ainsi que tous les renseignements additionnels que le gouvernement coréen pourrait fournir conformément à l'article 12:2 de l'Accord), et de discuter de l'application de l'article 8:1 de l'Accord au cas présent.

Enfin, la Communauté européenne souhaiterait que ces consultations se tiennent le plus rapidement possible. Une copie de la présente demande est transmise au Président du Comité afin qu'elle soit distribuée aux membres du Comité.